

30/000  
ME  
ADD

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

RG N°3990/2018

JUGEMENT CONTRADICTOIRE

Affaire :

La Société ATLANTIQUES  
ASSURANCES VIE COTE D'IVOIRE  
(Maître MAGNE H. KASSI ADJOUSSOU)

C/

Monsieur BEUGRE FRANCIS GRAH  
ANGES HUGUES  
(Maître DIARRASSOUBA MAMADOU  
LAMINE ET ASSOCIES)

DECISION  
CONTRADICTOIRE

Se déclare incompétent pour connaître du  
présent litige au profit du Tribunal de  
Première Instance d'Abidjan ;

Condamne la société Atlantique Assurances  
Vie Côte-d'Ivoire dite AAVIE aux dépens de  
l'instance.



AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 13 MARS 2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique  
ordinaire du treize mars deux mille dix-neuf tenue au siège dudit  
Tribunal, à laquelle siégeaient :

**Madame KOUASSI AMENAN HELENE** épouse  
**DJINPHIE**,  
Président;

**Messieurs ZUNON ANDRE JOEL, COULIBALY ADAMA,**  
**N'GUESSAN K. EUGENE et DOUKA CHRISTOPHE**  
**AUGUSTE**, Assesseurs ;

Avec l'assistance de Maître **TANO KOBENAN AIME-SERGE**,  
Greffier;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre:

**La Société ATLANTIQUES ASSURANCES VIE COTE D'IVOIRE**, Société Anonyme avec Conseil d'Administration au  
capital de 1.078.590.000 FCFA, ayant son siège social à Abidjan-  
Plateau, 15 Avenue Joseph Anoma, inscrite au registre du  
commerce et du crédit mobilier sous le numéro CI-ABJ-2006-B-  
3605, 01 BP 1337 Abidjan 01, Téléphone : 20-31-21-41 ;

Agissant aux poursuites et diligences de son représentant légal,  
**Madame TRAORE Tagnongoh Estelle**, Directeur Général,  
demeurant es qualité audit siège social ;

Ayant élu domicile en l'étude de **Maître MAGNE H. KASSI**  
**ADJOUSSOU**, Avocat près la Cour d'Appel d'Abidjan, y  
demeurant Abidjan Plateau 44, avenue LAMBLIN, Résidence EDEN,  
3<sup>ème</sup> étage, Porte 32, 01 BP 1261 Abidjan 01, Téléphone : 20-22-34-14 ;

Demanderesse;

D'une part ;

Et ;

**Monsieur BEUGRE FRANCIS GRAH ANGES HUGUES**, de  
nationalité ivoirienne, ex locataire de la requérante, domicilié à  
Abidjan-Marcory, Zone 4, Rue du Chevalier de Clieu, immeuble  
MACI, Rez-de-chaussée, Bâtiment D, appartement D 20 ;

Pour lequel domicile est élu en l'étude de **Maître**  
**DIARRASSOUBA MAMADOU LAMINE ET ASSOCIES**,  
Avocat près la Cour d'Appel, y demeurant à Abidjan-Cocody Angré  
8<sup>ème</sup> tranche, Rue des banques, immeuble MANUELA, entre la

29/05/19 GEN 1  
Jugement



SGBCI et la BICICI, 1<sup>er</sup> étage, porte A2, 28 BP 194 Abidjan 28,  
Téléphone : 22-42-75-40, Cellulaire : 01-57-07-83 ;

Défendeur ;

D'autre part ;

Par jugement avant dire droit du 30 janvier 2019, le tribunal a invité la demanderesse à produire ses statuts ou sa fiche de déclaration au registre du commerce et du crédit mobilier ;

A renvoyé la cause et les parties à l'audience du 06 février 2019 ;

A cette date du 06 février 2019, le dossier a été mis en délibéré pour décision être rendue le 13 mars 2019 ;

Advenue ladite date, le Tribunal a vidé son délibéré ;

### **LE TRIBUNAL,**

Vu les pièces du dossier ;

Vu le jugement avant dire droit rendu le 30 Janvier 2019 ;

Où les parties en leurs demandes, fins et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi;

### **FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES**

Par un jugement avant dire-droit rendu le 30 Janvier 2019 dans la présente cause, la juridiction de céans a statué comme suit : «

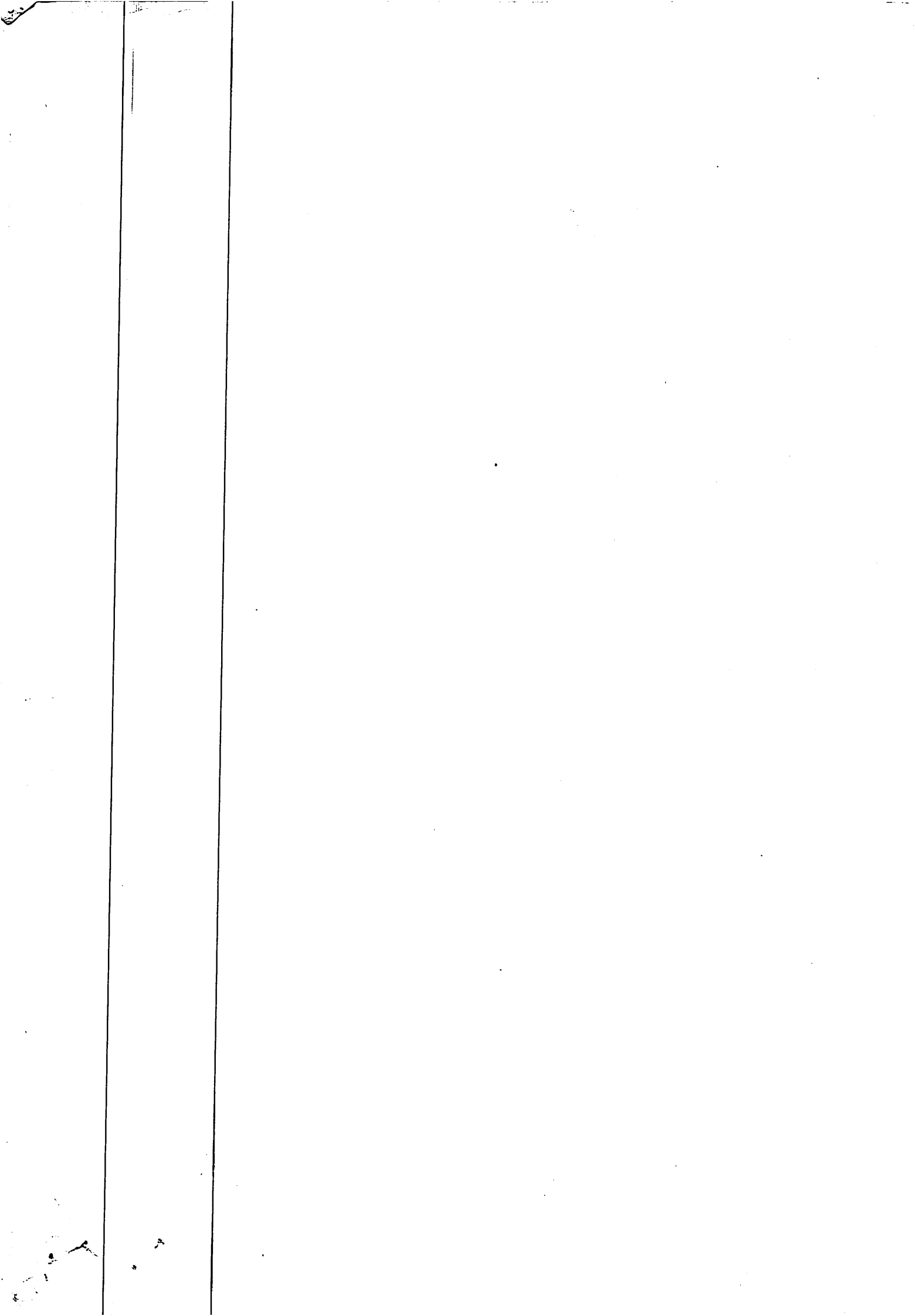
### **PAR CES MOTIFS**

*Statuant publiquement, contradictoirement en premier et dernier ressort ;*

### **AVANT DIRE DROIT**

*Invite la Société Atlantique Assurances Vie Côte-d'Ivoire à produire ses statuts ou sa fiche de déclaration au registre du commerce et du crédit mobilier ;*

*Renvoie la cause et les parties à l'audience du 06 Février 2019 ;*



*Réserve les dépens. » ;*

Réagissant à ce jugement, la société AAVIE a produit les statuts sollicités par la juridiction de céans ;

### **SUR CE**

### **EN LA FORME**

Les questions relatives au caractère de la décision et au taux du ressort, ont déjà été analysées dans le jugement avant dire-droit susvisé ;

Il y a lieu de s'y référer ;

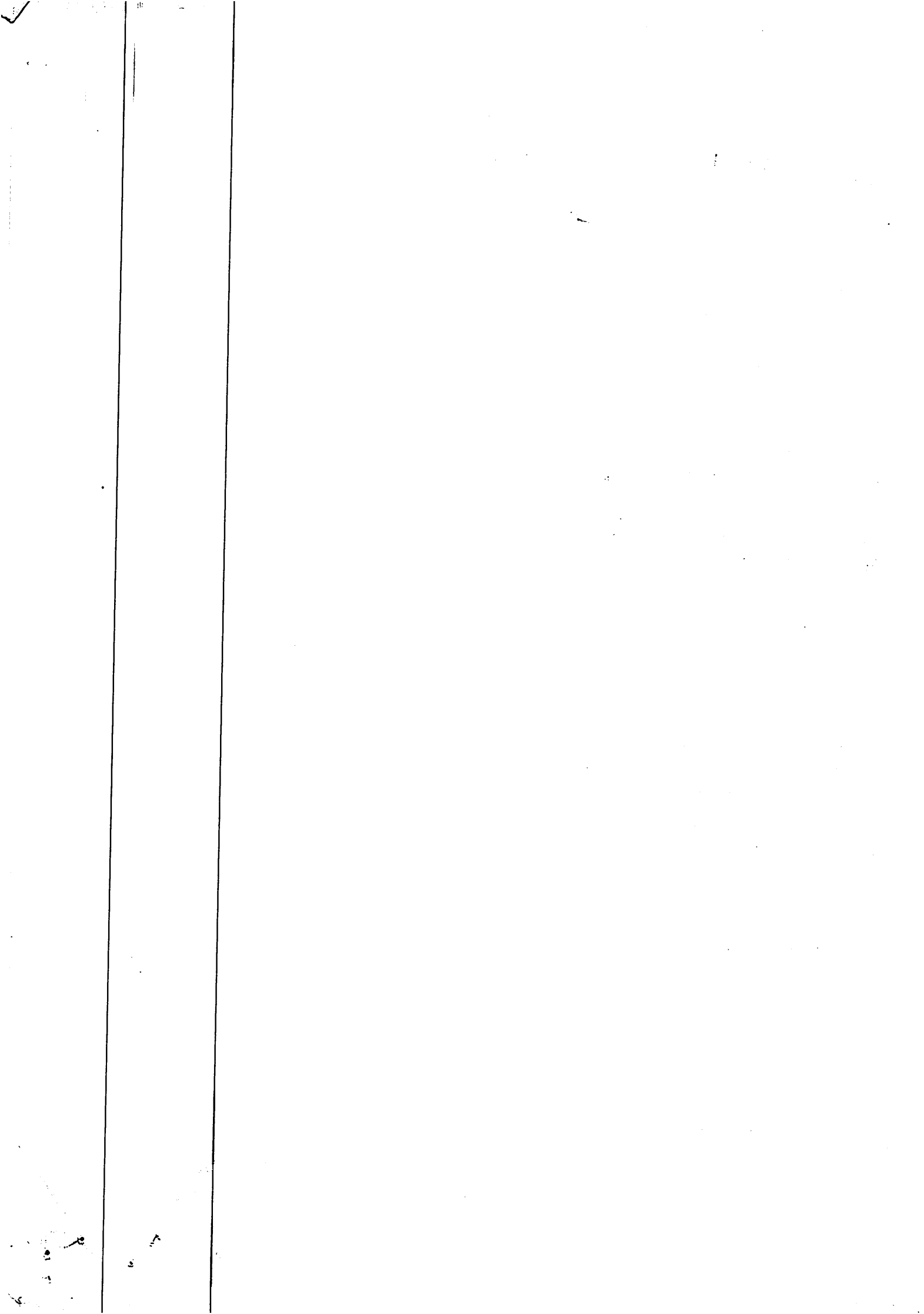
### **Sur l'exception d'incompétence soulevée par monsieur BEUGRE Francis Grah Ange Hugues**

Monsieur BEUGRE Francis Grah Ange Hugues excipe de l'incompétence de la juridiction de céans au profit des juridictions civiles, au motif que le contrat de bail le liant à la société AAVIE est un contrat de bail à usage d'habitation ;

L'article 9 de loi N°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce dispose :

*« Les juridictions de commerce connaissent :*

- *Des contestations relatives aux engagements et transactions entre commerçants au sens de l'Acte Uniforme relatif au Droit commercial général ;*
- *Des contestations entre associés d'une société commerciale ou d'un groupement d'intérêt économique ;*
- *Des contestations entre toutes personnes relatives aux actes de commerce au sens de l'acte uniforme relatif au droit commercial général. Toutefois, dans les actes mixtes, la partie non commerçante demanderesse peut saisir les tribunaux de droit commun ;*
- *Des procédures collectives d'apurement du passif ;*
- *Plus généralement des contestations relatives aux actes de commerce accomplis par les commerçants à l'occasion de leur commerce et de l'ensemble de leurs contestations commerciales comportant même un objet civil ;*
- *Des contestations et oppositions relatives aux décisions*



*prises par les juridictions de commerce » ;*

Il ressort de ces dispositions, que les juridictions de commerce sont exclusivement compétentes pour connaître de tout litige, ayant un caractère commercial, soit en raison de la qualité de commerçant des parties au contrat, soit en raison de l'objet commercial du litige ;

Ces juridictions sont également compétentes pour connaître des actes mixtes, ayant un caractère civil pour l'une des parties et commercial pour l'autre ;

A l'opposé, les Tribunaux de Première Instance et leurs sections détachées, sont habilités à connaître des litiges ayant un caractère civil ou administratif ;

En l'espèce, il est acquis aux débats pour n'avoir pas fait l'objet de contestation des parties sur ce point, que le contrat de bail à l'origine du litige, est un bail à usage d'habitation ;

Ainsi, il revêt nécessairement une nature civile pour monsieur BEUGRE Francis Grah Ange Hugues, d'autant plus qu'il résulte des débats, que l'appartement loué lui a servi de lieu d'habitation ;

En outre, il résulte des pièces du dossier que la société AAVIE est une société commerciale, en ce qu'elle est constituée sous la forme d'une société anonyme ;

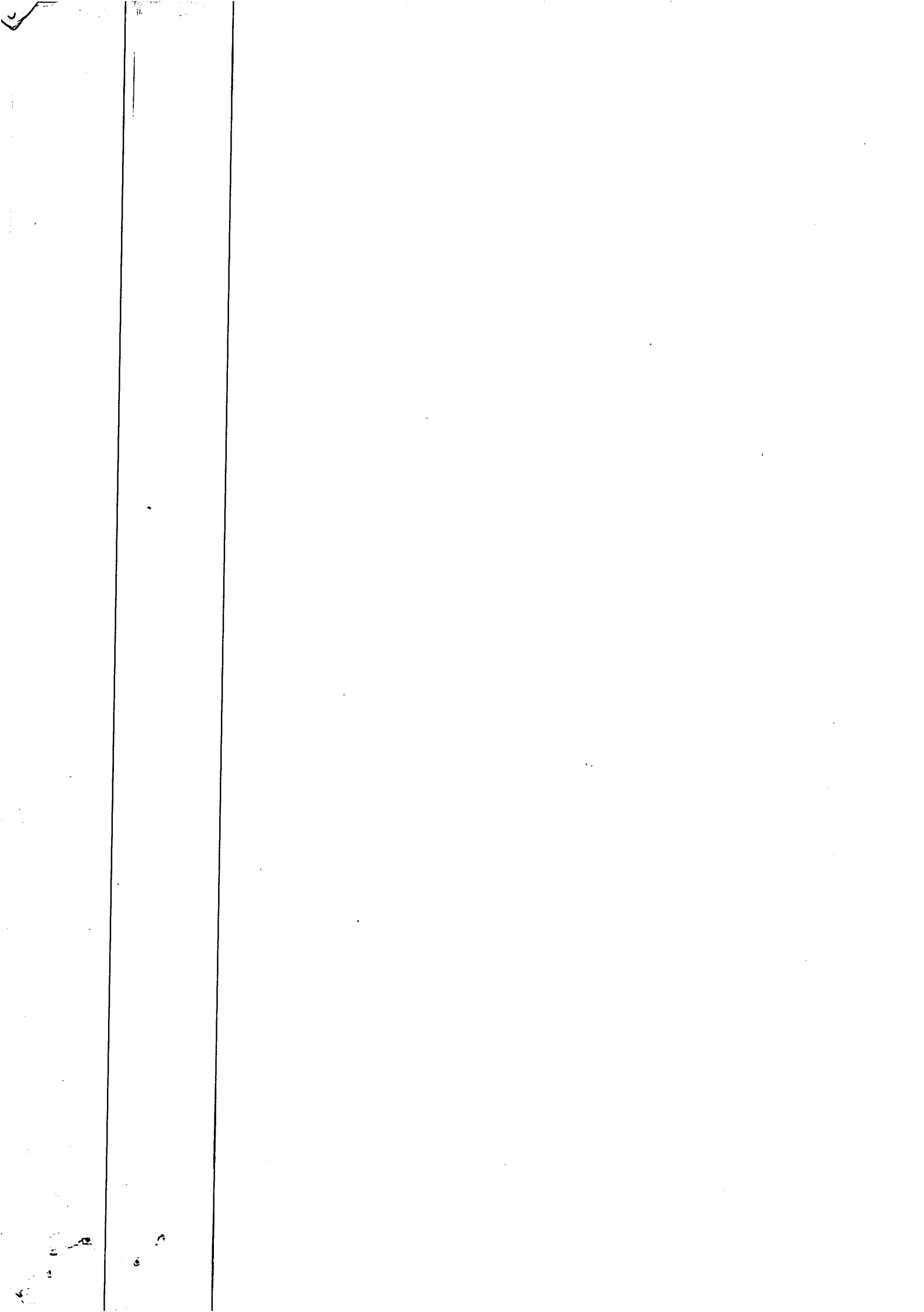
Il ressort de la jurisprudence constante, que les actes civils, accomplis par une société commerciale, ne peuvent devenir des actes de commerce, par application de la théorie de la commercialité par accessoire, que s'ils entrent dans le cadre de la principale activité de ladite société ou s'ils ont été accomplis pour le besoin de ses activités commerciales ;

Il est constant comme résultant de l'article 3 des statuts du 08 Octobre 2018 de la société AAVIE, qu'elle a pour principale activité, les opérations d'assurances, à l'exclusion de toute autre activité ;

Ainsi, la juridiction de céans constate, que la location d'immeuble n'entre pas dans le cadre de l'activité principale de la société AAVIE ;

En outre, elle ne rapporte pas la preuve qu'elle a conclu le bail d'habitation avec la défenderesse pour le besoin de ses activités commerciales de sorte que, le contrat de bail à usage d'habitation en cause, revêt une nature purement civile pour celle-ci ;

Ainsi, la juridiction de céans constate, que la location d'immeuble n'entre pas dans le cadre de l'activité principale de la société AAVIE, de sorte que le contrat de bail à usage d'habitation en cause, revêt une nature purement civile pour celle-ci ;





Dès lors, seules les juridictions de droit commun, sont compétentes pour connaître des litiges y afférents ;

Par conséquent, c'est à bon droit que monsieur BEUGRE Grah Ange Francis décline la compétence de la juridiction de céans ;

Il y a lieu de se déclarer incompetent, au profit du Tribunal de Première Instance d'Abidjan ;

**Sur les dépens**

La société AAVIE succombant, il y a lieu de la condamner aux dépens de l'instance ;

**PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier et dernier ressort ;

Se déclare incompetent pour connaître du présent litige au profit du Tribunal de Première Instance d'Abidjan ;

Condamne la société Atlantique Assurances Vie Côte-d'Ivoire dite AAVIE aux dépens de l'instance.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER. /.



N° 00282806

D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le 17 AVR 2019  
REGISTRE A.J. Vol. 45 F° 31  
N° 643 Bord 2501 38

REÇU : Dix huit mille francs

Le Chef du Domaine, de  
l'Enregistrement et du Timbre



[illegible]

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----